

# STATEMENT DISCOURS



ALLOCUTION DU  
SÉCRÉTAIRE D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
L'HONORABLE MARK MACGUIGAN,  
EN SA QUALITÉ DE  
PRÉSIDENT D'HONNEUR DE LA  
SESSION MINISTÉRIELLE DU  
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD,  
BRUXELLES,  
LE 10 DÉCEMBRE 1981

---

Tout d'abord, j'aimerais souhaiter personnellement la bienvenue à tous mes collègues ici présents, et notamment à ceux qui sont avec nous pour la première fois. Leur présence reflète les changements inhérents à la vie politique de nos pays et témoigne de la vitalité de nos institutions démocratiques. J'aimerais également saisir cette occasion pour remercier le secrétaire général et le personnel international pour toutes les dispositions qu'ils ont prises afin de nous rendre ce séjour agréable. Enfin, me remémorant les quelques flocons de neige qui m'ont accueilli à mon arrivée à Bruxelles, je ne puis remercier assez le gouvernement belge pour la façon dont il nous fait toujours nous sentir chez nous en Belgique.

En m'acquittant de cette agréable tâche de vous adresser la parole à la séance d'ouverture de la réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord, je ne peux m'empêcher de penser aux deux distingués Canadiens à qui cette même occasion a été donnée: "Mike" Pearson et Paul Martin. M. Pearson a été l'un des architectes de l'Alliance et, plus tard, l'un des "trois sages" dont les recommandations ont sensiblement modifié les dimensions politiques de l'OTAN. M. Martin a oeuvré vigoureusement pour maintenir le rôle fondamental de l'OTAN dans la politique étrangère du Canada. Avec son illustre collègue belge, il a entrepris une analyse pénétrante de l'Alliance, familièrement connue sous le nom de Rapport Harmel. Je lui dois personnellement beaucoup, en tant que prédécesseur, voisin et ami, pour les sages conseils qu'il continue de me prodiguer.

Notre rencontre d'aujourd'hui se situe à un point tournant de l'histoire de l'Alliance. Le maintien d'une capacité de dissuasion efficace est plus important que jamais, mais de larges couches de nos populations, et notamment nos jeunes, se posent de sérieuses questions sur la nécessité de la défense et ne croient plus au concept de la dissuasion. Pire encore, nombre de ces gens ne croient pas que l'OTAN soit engagée sur la voie de la paix. Certains vont même jusqu'à penser que les risques de guerre nucléaire seraient accrus si l'Alliance donnait suite à sa décision de moderniser ses forces nucléaires de théâtre.

Nous entendons dans nos pays de vives dénonciations de la défense nucléaire de l'OTAN. Nous voyons des gens se masser dans la rue pour condamner la composante modernisation des forces nucléaires de théâtre contenue dans notre décision de décembre 1979. On réclame de l'OTAN qu'elle abandonne ses plans de modernisation, peu importe que l'Union soviétique accepte ou non des réductions correspondantes de ses forces nucléaires. Par ailleurs, on ignore trop souvent que cette même décision appelait des négociations sur le contrôle des armements et que le bloc de l'Est s'est doté d'un formidable arsenal nucléaire.

Il est trop facile de ne voir dans ce courant d'opinion qu'une minorité criarde et encombrante. Ces préoccupations et ces appréhensions ne sont peut-être le fait que de groupes minoritaires qui savent se faire entendre, mais cela n'enlève rien à leur gravité. L'existence de telles inquiétudes me donne à penser que nous, à l'OTAN, devons prendre conscience de la nécessité pour chacun de nous de mieux communiquer avec le public. Nous devons en outre faire un effort plus concerté pour informer ceux que le stress de l'ère nucléaire a désorientés et qui ont besoin de se voir rappeler le rôle que notre Alliance joue dans la protection de nos sociétés contre l'intimidation. Nous devons également parler à ceux pour qui l'Alliance de l'Atlantique Nord est une institution créée il y a longtemps pour des fins et des motifs qui leur semblent de l'histoire ancienne.

Lorsque nous parlons à nos populations, et à nos jeunes, nous devons nous rappeler nos origines, réaffirmer notre foi dans les valeurs auxquelles nous tenons et reconnaître avec lucidité le défi qui nous attend.

Nous pouvons être fiers de nos réalisations. Depuis plus de trente ans, l'Alliance a réussi à préserver la paix en Europe et à empêcher l'Union soviétique d'empiéter sur la zone OTAN. En fait, notre politique de dissuasion a donné à l'Europe la plus longue période de paix qu'elle a connue en ce siècle. Elle a également prouvé son utilité comme mécanisme bien structuré pour les consultations politiques et la gestion des situations de crise. En outre, l'Alliance a favorisé une plus grande coopération dans divers domaines reliés à la défense sur la base de valeurs et d'intérêts partagés.

Nous avons pu préserver la paix dans le passé parce que nous nous sommes gardé une capacité de dissuasion crédible et que nous avons maintenu le pont transatlantique sur lequel repose la solidarité essentielle à cette alliance. Ces ingrédients de nos succès passés continueront d'être la clé du succès de nos projets futurs.

Si nous avons raison d'être satisfaits, nous ne devons pas toutefois verser dans la complaisance, surtout à un moment où des couches de nos populations ne comprennent plus le rôle de l'Alliance. Il ne suffit pas de rappeler le passé. Nous devons maintenant faire comprendre que les membres de cette Alliance recherchent également la paix. Nous devons faire comprendre que notre arsenal, nucléaire et classique, n'a pas pour but de déclencher une guerre, mais plutôt d'en empêcher une, qu'elle soit provoquée par erreur ou à dessein.

Nombreux sont ceux qui croient que la situation Est-Ouest est plus ou moins stable depuis dix ans. Il nous

a semblé pour un moment construire des ponts avec l'Est. Nous vivions dans la décennie de la détente - les superpuissances se consultaient sur une limitation des armes stratégiques, et les négociations débutaient sur une réduction mutuelle et équilibrée des forces classiques.

Pendant cette même période, toutefois, l'Union soviétique a continué posément - mais résolument - de constituer son arsenal nucléaire et classique. Elle a montré par son invasion et son occupation continue de l'Afghanistan qu'elle est disposée à recourir à la force armée dans la poursuite de ce qu'elle croit être ses intérêts nationaux. Malheureusement, d'importantes couches de nos populations, pour qui la détente promettait d'enrayer la course aux armes nucléaires, n'ont pas saisi toute la gravité de ces événements. Maintenant, ils sont convaincus, à tort, que c'est notre décision de moderniser nos forces nucléaires qui menace la détente, plutôt que les missiles soviétiques, l'occupation de l'Afghanistan par l'Union soviétique et la menace soviétique contre la Pologne. À vrai dire, le mouvement pacifiste est davantage le produit de la peur que de la logique.

Nous devons nous efforcer davantage d'alléger ces craintes. Nous devons convaincre nos publics que le désarmement unilatéral accroît plutôt qu'il ne réduit le danger d'une guerre. Nous sommes d'accord avec le mouvement pacifiste: la course aux armes nucléaires peut et doit être arrêtée. Nous devons les persuader que nous ne cherchons pas la supériorité militaire pas plus que nous ne visons la parité absolue. Nous cherchons plutôt une plus grande sécurité au niveau d'armement - nucléaire et classique - le plus bas possible. Voilà pourquoi nous devons utiliser au mieux nos communiqués et toutes les ressources de communication de l'OTAN pour expliquer qu'il s'agit là du but fondamental de notre alliance. Il nous faut répondre aux angoisses du mouvement pacifiste, mais la vraie campagne de désarmement nucléaire doit être menée à la table de négociation.

Nous avons tous chaudement applaudi la déclaration faite par le Président Reagan le 18 novembre. Les Canadiens ont été impressionnés par l'approche d'ensemble adoptée par le Président sur la vaste gamme des questions de contrôle des armements, y compris son annonce que les États-Unis seraient disposés à reprendre les négociations sur les armes stratégiques au début de la prochaine année. Ils ont également salué l'ouverture des négociations à Genève la semaine dernière. La déclaration du Président a beaucoup contribué à atténuer le malaise et l'anxiété quant à l'engagement de l'Alliance vis-à-vis du contrôle des armements.

En tant que leaders de l'Alliance, nous devons tous exercer une grande prudence afin d'éviter que ne naisse

un malentendu quant à notre désir fondamental d'éviter la guerre. Nos populations ont besoin d'être rassurées que la guerre est pour nous tous anathème: non seulement la guerre nucléaire, mais aussi toute forme de guerre.

Nous devons évidemment négocier en position de force. Nous ne devons pas faiblir dans notre détermination de contrer la menace soviétique. Toutefois, nous avons maintenant montré plus clairement à ceux qui souhaitent la paix notre solution de rechange au désarmement unilatéral.

Nous attachons tous la plus grande importance aux négociations de Genève. Les États-Unis ont entrepris ces négociations, chargés de la lourde responsabilité de représenter les intérêts de leurs partenaires. Nous avons tous été impressionnés par l'intensité des consultations menées par le Groupe consultatif spécial en préparation de ces négociations. Ces démarches témoignent clairement de l'engagement des États-Unis vis-à-vis des intérêts des alliés ainsi que d'un désir commun de parvenir à des accords efficaces.

Il nous faut maintenant soutenir l'élan des initiatives de contrôle des armements dans le cadre de nos efforts pour améliorer la sécurité de l'OTAN. Nous devons être constants dans notre approche et ce, non seulement dans nos déclarations publiques, mais aussi dans notre volonté de négocier dans tous les domaines - forces nucléaires de théâtre, réduction des armes stratégiques et réductions mutuelles et équilibrées des forces. Mais avant toute chose, nous devons maintenir notre solidarité. Sans elle, l'Union soviétique n'aurait pas été amenée à la table de négociations, et ces négociations elles-mêmes ne pourront réussir si l'Alliance ne continue pas d'appuyer pleinement sa double décision de 1979, réaffirmant par là sa solidarité.

Les événements les plus récents nous ont appris que, au delà des problèmes techniques déjà énormes qu'il faudra surmonter dans les négociations sur le contrôle des armements, il importe d'abord et avant tout, pour assurer le succès de ces négociations, de susciter suffisamment d'intérêt de part et d'autre en faisant reposer cet intérêt sur la confiance mutuelle. Il faudra que les deux parties collaborent à cette fin, mais nous devons nous assurer que nous faisons tout en notre pouvoir pour combler ce fossé plutôt que de l'élargir. Dans ce contexte, j'espère que la rencontre entre le Président Reagan et le Président Brejnev, qui a reçu l'accord de principe des deux parties, se tiendra aussitôt qu'il y aura des chances de succès et que les préparations nécessaires auront été finalisées.

Nous pouvons également faire davantage pour prouver que l'OTAN est plus qu'une alliance militaire,

c'est-à-dire, qu'elle est une communauté de peuples partageant les mêmes vues, défendant des principes communs et recherchant la coopération dans l'intérêt d'une meilleure stabilité et d'un bien-être accru. Dans ce contexte, permettez-moi d'ajouter qu'il est pour moi réconfortant, comme il l'est sans doute pour vous tous, d'entrevoir l'élargissement de cette communauté par l'acceptation de l'Espagne au sein de notre Alliance.

J'aimerais maintenant évoquer très brièvement certains autres développements importants.

Pendant l'année, nous avons revitalisé nos consultations politiques au niveau ministériel, et je compte que nous poursuivrons cette heureuse expérience. Nous nous sommes également dotés d'une nouvelle technique d'élaboration de plans de contingence qui s'est avérée très efficace.

Je voudrais souligner l'importance de la décision que nous avons prise à Rome, lors de notre dernière réunion ministérielle, lorsque nous avons explicitement reconnu que les événements survenant hors de la zone OTAN peuvent avoir d'importantes incidences sur la sécurité des membres de l'Alliance. L'instabilité et les soulèvements que connaît le tiers monde suscitent des velléités d'ingérence étrangère qui ne peuvent que déstabiliser un monde dont la sécurité est indivisible. Il est donc impérieux que nous continuions à insister sur le respect du principe de non-ingérence, à reconnaître le statut d'Etat non aligné et à contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques dans le tiers monde.

La solidarité, même entre peuples partageant les mêmes vues, ne peut être prise pour acquis. Elle doit être constamment renouvelée, car il est inévitable que des populations vivant dans des milieux différents aient des perceptions et des styles différents. Notre tâche commune - à laquelle le Canada accorde une importance toute particulière - consiste non pas à prétendre que ces différences n'existent pas, mais à faire en sorte qu'elles soient comblées. Étant donné les actuelles tensions internationales, cette tâche revêt encore plus d'importance car la sécurité, la stabilité et l'indépendance de chacun de nous dépendent plus que jamais de la coopération et de la solidarité de tous.

Tant qu'un système de sécurité collective global n'aura pas été institué dans le cadre des Nations Unies - objectif dont la réalisation ne cesse d'être ajournée -, l'Alliance atlantique continuera d'être le fondement de notre sécurité à tous. Nous nous devons, dès lors, de renouveler notre engagement de travailler ensemble à la réalisation de notre objectif commun, qui est la paix pour nous-mêmes et pour le monde.